

Six organisations appellent la France à agir au plus vite pour mettre à l'abri les rescapés du Sea Watch et du Sea Eye

Montreuil, le 8 janvier 2019



Il y a urgence : deux navires de sauvetage affrétés par les ONG allemandes Sea Watch et Sea-Eye sont bloqués en mer depuis plus de 15 jours avec à leurs bords, 49 migrants, dont des enfants, considérablement affaiblis. Nous demandons à la France de mettre immédiatement à l'abri ces rescapés dans un port sûr et de jouer un rôle moteur pour définir, à l'échelle européenne, un mécanisme de sauvetage et d'accueil des personnes en détresse en mer Méditerranée.

Ces 49 personnes, fuyant les guerres et la misère, traumatisées par les violences subies en Libye – où la torture et le trafic d'être humains demeurent d'actualité comme l'a confirmé le mois dernier un rapport détaillé des Nations Unies¹ – se retrouvent aujourd'hui à la dérive dans les eaux maltaises sans pouvoir accoster sur l'île. Les deux bateaux ont été autorisés à entrer dans les eaux territoriales pour se protéger des intempéries de la haute mer mais ne sont pas autorisés à débarquer sur ses côtes.

En mer depuis plusieurs semaines, les équipages sont en manque d'eau potable et ne peuvent donc pas apporter une réponse satisfaisante à la dégradation de l'état de santé des personnes secourues.

Malgré l'urgence de cette situation, et alors que le Haut-Commissariat aux Réfugiés vient de publier le chiffre de 2262 migrants morts en Méditerranée en 2018, aucun Etat européen n'a encore accepté de faire entrer ces embarcations dans l'un de ses ports. Ce, en violation de nombreuses obligations issues du droit international, à commencer par le principe de non refoulement, l'assistance à personne en danger et le droit d'asile.

La fermeture des ports et les mesures d'intimidation prises contre les ONG engagées dans le secours en mer par les pays européens condamnent des personnes en détresse à se noyer en Méditerranée ou à être ramenées en Libye où elles sont exposées à un niveau de violence extrême.

Nos organisations demandent à la France de prendre des mesures concrètes pour que ces rescapés soient mis hors de danger le plus rapidement possible et débarquent dans un port sûr. Elle doit également garantir l'accès au territoire européen pour les personnes en quête de protection et de promouvoir une réelle politique d'accueil, en Europe comme sur son propre territoire.

► **Signataires :** Cimade, Emmaüs France, Gisti, Médecins du monde, Médecins sans frontières, Secours catholique.

1. <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/LY/LibyaMigrationReport.pdf>

Contact presse

► Emmaüs France

Elsa Pietrucci / 01 41 58 25 78
epietrucci@emmaus-france.org

► Médecins du monde

Lisa Veran / 1 40 21 27 25
06 83 31 55 39
lisa.veran@paris.msf.org

► Médecins sans frontières

Fanny Mantaux / 06 09 17 35 59
fanny.mantaux@medecinsdumonde.net

